

## **PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2021**

**Compte-rendu affiché le :**  
**05/11/2021.**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-neuf octobre, à dix-huit heures et trente-sept minutes, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le vingt-cinq octobre deux mille vingt et un conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales

**Monsieur le maire salue les élus.**

**Monsieur le maire procède à l'appel des membres du conseil municipal.**

**Etaient présents** : M. Eric AZEMAR, maire, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Mme Sabine CAZES, M. Michel LERAY Adjoint au Maire.

Mme Michèle BOY, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Olivier PERUSSEAU, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, M. John PALACIN, Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES Conseillers Municipaux.

**Excusés** :

M. Gilles TONIOLO, ayant donné procuration à M. Michel LERAY.

Mme Françoise BRUNET LACQUE ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.

Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES.

M. Gérard SUBERCAZE ayant donné procuration à M. John PALACIN.

**Absents** : 0

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Sabine CAZES ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

**Monsieur le maire constate que le quorum est atteint, et ouvre la séance.**

Messieurs PALACIN et FERRE interrogent monsieur le maire afin de savoir s'il s'agit du report de la séance du 15/10/2021 (absence de quorum) ou d'une nouvelle séance.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit bien d'une nouvelle séance, l'ordre du jour ayant été modifié.

Monsieur FERRE propose l'ajout d'une motion à l'ordre du jour, il s'agit de :

- Motion demandant la réouverture du col du Portillon.

Monsieur le maire indique à monsieur FERRE que sa demande sera examinée plus tard pendant la séance.

**Monsieur le maire énonce les procurations :**

**M. Gilles TONIOLO, ayant donné procuration à M. Michel LERAY.**

**Mme Françoise BRUNET LACQUE ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.**

**Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.**

**Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES.**

**M. Gérard SUBERCAZE ayant donné procuration à M. John PALACIN.**

Monsieur le maire rappelle aux élus les mesures sanitaires en vigueur.

Monsieur le maire, soumet le procès-verbal de la séance du 15 octobre 2021 à l'approbation de l'assemblée.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le maire indique qu'il convient d'apporter des modifications à l'ordre du jour.

**0. ACCEPTATION D'AJOUTS DE POINTS, SUPPRESSIONS, CORRECTION D'INTITULES, DE POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR**

**ACCEPTATION D'AJOUTS DE POINTS, SUPPRESSIONS, CORRECTION D'INTITULES, DE POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire indique à l'assemblée qu'il convient d'ajouter deux points à l'ordre du jour du conseil municipal, de supprimer un point et de compléter l'intitulé de deux points inscrits à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

**POINTS A AJOUTER**

**Affaires « Ehpad »**

**Ressources humaines :**

- Avenant à la convention de vacations 2020-2023 avec un accompagnant psycho-social et coordonnateur de la qualité de vie dans l'Ehpad.

**Affaires communales**

**Ressources humaines**

- Création d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent, service logistique – casino, pour accroissement temporaire d'activité.

**Affaires générales**

- Motion demandant la réouverture du col du Portillon.

Monsieur le maire indique aux élus que s'ils acceptent les ajouts, les points seront examinés en fin de séance et porteront les numéros suivants à l'ordre du jour :

- 32 bis. Avenant à la convention de vacations 2020-2023 avec un accompagnant psycho-social et coordonnateur de la qualité de vie dans l'Ehpad.
- 32 ter. Création d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent, service logistique – casino, pour accroissement temporaire d'activité.
- 32 quater. Motion demandant la réouverture du col du Portillon.

## COMPLEMENTS D'INTITULES

**Monsieur le maire informe les élus qu'il s'agit de compléter les intitulés des points n° 12 et n° 30 de l'ordre du jour.**

Il est mentionné sur l'ordre du jour :

- « 12. Décision modificative n° 2 du budget de l'eau », il faut lire « 12. Décision modificative n° 1 du budget de l'eau ».
- « 30. Création d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent, service propreté urbaine. »

Il faut lire : « Création d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent, service propreté urbaine, pour accroissement temporaire d'activité. ».

## SUPPRESSION DE DEUX POINTS

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient supprimer le point n° 26 de l'ordre du jour : « plan de financement Piscine Alban Rougé ».

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les modifications proposées à l'ordre du jour.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, accepte les modifications de l'ordre du jour telles qu'exposées en séance.

## AFFAIRES THERMALES

### Finances

#### **1. DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET 2021**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire, propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget annexe 2021 de la Régie des Thermes.

31042 Code INSEE	BAGNERES DE LUCHON REGIE DES THERMES DE LUCHON	DM n°2 2021
---------------------	---	-------------

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

## DECISION MODIFICATIVE 2

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6061 : Fournitures non stockables (eau, énergie...)	18 537.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>18 537.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-6474 : Versements aux autres oeuvres sociales	0.00 €	18 537.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0.00 €</b>	<b>18 537.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-023 : Virement à la section d'investissement	224 830.56 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>224 830.56 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-675 : Valeurs comptables des immobilisations cédées	0.00 €	224 830.56 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre section</b>	<b>0.00 €</b>	<b>224 830.56 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-706 : Prestations de services	0.00 €	0.00 €	358 000.00 €	0.00 €
<b>TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat* de services, marchandises</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>358 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-774 : Subventions exceptionnelles	0.00 €	0.00 €	262 000.00 €	0.00 €
R-775 : Produits des cessions d'immobilisations	0.00 €	0.00 €	0.00 €	200 000.00 €
R-778 : Autres produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	0.00 €	420 000.00 €
<b>TOTAL R 77 : Produits exceptionnels</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>262 000.00 €</b>	<b>620 000.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>243 367.56 €</b>	<b>243 367.56 €</b>	<b>620 000.00 €</b>	<b>620 000.00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	224 830.56 €	0.00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>224 830.56 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-2138 : Autres constructions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	224 830.56 €
<b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre section</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>224 830.56 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>224 830.56 €</b>	<b>224 830.56 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>0.00 €</b>		<b>0.00 €</b>

Monsieur le maire indique à l'assemblée qu'il faut retenir qu'il y a une économie de 18.000 euros en fournitures.

Monsieur le maire souligne la perte de recettes qui s'élève à 358.000 euros. Il convient de réajuster car il y a eu 5200 curistes au lieu des 6000 prévus.

La perte est compensée par deux recettes exceptionnelles :

- La vente de la villa du Bosquet pour 200.000 euros.
- La dotation exceptionnelle de 420.000 euros pour la reconstitution de l'épargne brute de l'établissement thermal.

Ce qui aboutit à un budget de fonctionnement 2021 amélioré de 262.000 euros.

Le déficit de fonctionnement estimé de la régie des thermes, à ce jour, est de 1.492.000 euros.

Monsieur FOURCADET demande si la villa du Bosquet appartient aux thermes.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 29 octobre 2021.

Monsieur le maire, demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la décision modificative n° 2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

### **Ressources humaines**

## **2. LISTE DES EMPLOIS DE LA COLLECTIVITE POUVANT BENEFICIER D'UN LOGEMENT DE FONCTION :**

### **Rapporteur : M. le maire**

Le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement pour l'Etat, a modifié les conditions d'attribution des logements de fonction. Au nom du principe de parité entre les agents relevant des diverses Fonctions Publiques, ce texte d'applique aux collectivités territoriales.

Il existe toujours deux types d'attributions principales de logements de fonction :

#### **1/ les mises à disposition de logement par nécessité absolue de service :**

Une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. Ce dispositif peut être mis en place notamment pour certains emplois fonctionnels. De même, l'attribution de ce logement peut être justifiée lorsque les contraintes liées à l'emploi appellent une présence constante de l'agent sur le lieu d'affectation.

Cette concession comporte la gratuité du logement nu.

#### **2/ les conventions d'occupation précaire avec astreinte :**

La convention d'occupation précaire avec astreinte peut être accordée à l'agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement par nécessité absolue de service.

Cette convention donne obligatoirement lieu au paiement d'une redevance par l'agent bénéficiaire. Cette redevance est égale à la moitié de la valeur locative réelle des locaux occupés. Elle fait l'objet d'un précompte mensuel sur la rémunération de l'agent logé.

Contrairement à l'ancienne réglementation où une distinction était opérée selon le type de logement accordé, le nouveau régime est venu harmoniser les règles applicables. Désormais, le bénéficiaire du logement supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminées conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation, ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux.

Il convient de préciser que dans la liste des charges locatives figurent l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage.

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la Fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, il appartient au conseil municipal d'autoriser monsieur le maire à fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à leur fonction.

Monsieur le maire informe les élus que par délibérations n° 20150032 en date du 11 septembre 2015 et n° 20180111 en date du 16 juillet 2018, le conseil municipal a fixé la liste des logements de fonction de la collectivité.

Il convient aujourd'hui de modifier et de fixer la nouvelle liste des emplois pouvant bénéficier de l'un ou l'autre de ces dispositifs.

Ainsi, il est proposé de fixer la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction comme suit :

1. CONCESSION DE LOGEMENT POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE :

Aucune fonction actuelle n'ouvre droit au bénéfice d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service.

2. CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC ASTREINTE :

Emploi	Obligations liées à l'octroi du logement
Directeur général des Thermes	Interventions pour les besoins du service

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 7-1 ;

**Vu** l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes ;

**Vu** le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 modifiant le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles R 2124-64 et suivants) portant réforme du régime de concessions de logement ;

**Vu** l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Monsieur le maire propose aux élus :

Vu la saisine du comité technique en date du 30 septembre 2021,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 29 octobre 2021,

D'approuver les propositions ci-après,

CONCESSION DE LOGEMENT POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE :

Aucune fonction actuelle n'ouvre droit au bénéfice d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC ASTREINTE :

Emploi	Obligations liées à l'octroi du logement
Directeur général des Thermes	Interventions pour les besoins du service

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les propositions telles qu'exposées en séance.

## AFFAIRES EHPAD « ERA CASO »

### Finances

#### 3 - EFFACEMENT DE DETTES DE M. JOUAN

##### Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire, informe les élus que la Direction de l'Ehpad ERA CASO propose d'effacer une dette par décision de la commission de surendettement de la Banque de France prononçant un effacement total de la dette de M. JOUAN pour un montant de 5 675.79 € relative aux titres :

- Titre 908/2020 de 1 891,93 €

- Titre 21/2021 de 1 891,93 €

- Titre 177/2021 de 1 891,93 €

**Portail du surendettement**

Mes notifications Mes Dossiers

Mes dossiers > Dossier N°000121009435 (JOUAN Antonette) > Mesures imposées suite à RP sans LJ

**Mesures imposées suite à RP sans LJ**

Créancier / Chargé : TRÉSORERIE BAGNERES-DE-LUCHON

**Informations dossier**

N° dossier : 000121009435

Commission : de la Haute-Garonne

**Informations mesures**

Gestionnaire : FOUQUE Christine

Tél : 0561613619

Courriel : [comptegren11@banque-france.fr](mailto:comptegren11@banque-france.fr)

Débiteur :

JOUAN Antonette, ne(e) COMET

**Motivations**

**Tableau des créances**

☐ Toutes les créances ☒ Mes créances

Créancier/Réf BDF	Réf Créancier 1	Réf Créancier 2	Montant de la créance	Créance effacée
TRÉSORERIE BAGNERES-DE-LUCHON 1201970986	2020/908 + 2021/21+177		5 675,79	Dui

Monsieur le maire précise à l'assemblée que le conseil n'a pas le choix, c'est la commission de surendettement de la banque de France qui demande d'effacer la dette.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 29 octobre 2021.

Monsieur le Maire propose aux élus d'approuver la suppression de la dette pour un montant de 5 675.79 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la suppression de la dette pour un montant de 5 675.79 €.

#### **4 - CONSITUION DE PROVISIONS COMPTABLES POUR CREANCES DOUTEUSES**

##### **Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire précise aux élus que ce point est inscrit à l'ordre du jour à la demande de madame la trésorière.

Il n'existe pas, aujourd'hui, dans le budget de l'Ehpad ERA CASO, de mécanisme de provision pour créances douteuses, donc, à la demande de madame la trésorière, il est proposé de constituer ces provisions par souci de qualité comptable.

Monsieur le maire indique aux élus que cela concerne des créances anciennes.

Il précise que deux méthodes de calcul sont possibles.

Une première méthode consiste à prendre les créances une par une, la seconde est plus globale, elle permet d'appliquer des taux forfaitaires de dépréciation suivant les années de retard.

La constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

##### **Le principe**

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité, estimé à partir d'informations communiqués par le comptable.

D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur doivent échanger leurs informations sur les chances de recouvrement des créances. L'inscription des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions ne peuvent être effectuées qu'après concertation étroite et accords entre eux.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité de la Métropole est supérieure à celle attendue. Il existe donc potentiellement une charge latente si le risque se révèle qui, selon le principe de prudence, doit être traitée par le mécanisme comptable de provision, en tout ou partie, en fonction de la nature et de l'intensité du risque.

La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 68174 « Dotations aux provisions/dépréciations des actifs circulants/Créances ».

##### **Les méthodes de calcul déterminant le stock de provisions à constituer**

L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable sur la base de tableaux de bord. L'objectif est d'aboutir à une évaluation la plus précise possible du montant de la provision des créances du fait de leur irrécouvrabilité.

En théorie, chaque créance doit être analysée. Cependant, lorsque la volumétrie des restes à recouvrer est importante, la collectivité peut retenir une méthode statistique : les montants des

créances prises individuellement sont non significatives, mais lorsqu'elles sont agrégées (même titulaires) ces créances peuvent alors représenter des enjeux financiers réels et significatifs.

Ainsi, deux types de calculs, inspirés des méthodes retenues dans le cadre de la certification des comptes, sont proposés afin de déterminer les dotations aux provisions des créances douteuses :

1 – Une méthode prenant en compte l'analyse par strate de l'Etat des restes à recouvrer (ERAR). Elle permet d'identifier et d'analyser individuellement les créances qui, prises une à une, représentent les plus forts montants, et qui, prises globalement, atteignent un pourcentage jugé significatif du montant total des créances de la Métropole.

2 – Une méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement d'une créance. Des taux forfaitaires de dépréciation seront alors appliqués de la manière suivante :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux dépréciation
N-1	0 %
N-2	25 %
N-3	50 %
Antérieur	100 %

Cette deuxième méthode, au-delà de la simplicité des calculs du stock de provisions à constituer, donne une lisibilité claire et précise sur les données et la compréhension.

En outre, la méthode tenant compte de l'ancienneté de la créance semble plus efficace. En effet, dès lors que les créances non recouvrées ont fait l'objet d'une procédure de contentieux par le comptable public sans résultat probant, les chances de les régulariser s'amenuisent et le risque d'irrécouvrabilité s'accroît avec le temps. Procéder à des provisions avec une dépréciation calculée selon l'ancienneté des créances permet une comptabilisation progressive, qui applique des taux proportionnellement plus élevés et pertinent face à un recouvrement temporel compromis.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 29 octobre 2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de retenir la méthode 2, prenant en compte l'ancienneté de la créance comme premier indice affectant le recouvrement d'une créance. La provision à constituer, au regard du stock de provisions requis, sera ouverte au budget primitif (année N+1) sur la base de l'état des créances restant à recouvrer en année N, transmis par le comptable public. Cet état ventilera les créances prises en charges et non recouvrées, par année d'ancienneté, antérieure ou égale à N-1.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide de retenir la méthode 2, prenant en compte l'ancienneté de la créance comme premier indice affectant le recouvrement d'une créance. La provision à constituer, au regard du stock de provisions requis, sera ouverte au budget primitif (année N+1) sur la base de l'état des créances restant à recouvrer en année N, transmis par le comptable public. Cet état ventilera les créances prises en charges et non recouvrées, par année d'ancienneté, antérieure ou égale à N-1.

## **5 - DECISION MODIFICATIVE 1 – BUDGET ERA CASO**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget ERA CASO 2021.

310785332	EHPAD ERA CASO	DM n°1 2021
Code INSEE	Ehpad Era Caso	

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

### DECISION MODIFICATIVE 1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>EXPLOITATION</b>				
D-6542 : Créances éteintes	0.00 €	5 676.00 €	0.00 €	0.00 €
D-68174 : Créances	0.00 €	36 500.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 016 : Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure</b>	<b>0.00 €</b>	<b>42 176.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-7352281 : EHPAD et PUV-Dépt-Autres tarifs journaliers-hébergement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	42 176.00 €
<b>TOTAL R 017 : Groupe 1 : Produits de la tarification</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>42 176.00 €</b>
<b>Total EXPLOITATION</b>	<b>0.00 €</b>	<b>42 176.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>42 176.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>42 176.00 €</b>		<b>42 176.00 €</b>

Monsieur le maire indique aux élus que l'on retrouve dans la délibération l'effacement de dettes de la commission de surendettement vu précédemment pour 5.600,00 euros et 36.500,00 euros de créances d'études qui s'étalent de 2007 à 2014.

Cela représente un total de 42.176,00 euros.

Monsieur le maire indique aux élus que la délibération présentée a été approuvée en séance du conseil d'exploitation de l'Ehpad de ce jour. Les éléments relatifs à l'effacement de dettes demandé par la commission d'endettement de la banque de France pour 5600, 00 euros et 36.500,00 euros de créances d'études sur la période de 2007 à 2014, sont repris pour un total de 42.176,00 euros.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 29 octobre 2021.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement, telle qu'exposée en séance.

### Ressources humaines

### 6. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT ENTRE L'EHPAD ERA CASO ET LE CCAS

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe les élus qu'au vu de l'accord d'un agent de l'Ehpad Era Caso, et des besoins du CCAS de Bagnères de Luchon, il convient d'effectuer une convention de mise à disposition de M. ANDRES Thierry à compter du 22 mars 2021 et ce jusqu'au premier retour d'un des deux agents en arrêt maladie du CCAS.

L'agent mis à disposition occupera, à temps complet, pendant la période de la convention, les fonctions suivantes :

- Accueil physique et téléphonique du public ;
- Tâches administratives au SMAD (Service de Maintien à Domicile) ;
- Établissement des plannings des agents sociaux ;

- Gestion de la modification des plannings suites aux absences non prévues ;
- Gestion des congés des agents sociaux ;
- Établissement de l'état définitif des heures effectuées pour la facturation ;
- Gestion des dossiers administratifs des bénéficiaires.

Monsieur le maire donne lecture de la convention formalisant les modalités de mise à disposition d'un agent de l'Ehpad Era Caso au CCAS de Bagnères de Luchon.

Vu l'avis favorable du comité technique dans sa séance du 30/09/2021.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 29/10/2021.

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver la convention telle qu'exposée en séance et de l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention telle qu'exposée en séance et autorise monsieur le maire à la signer.

## **7. MODIFICATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL D'UN EMPLOI D'UN INFIRMIER COORDINATEUR EHPAD**

**Supprimée à l'ordre du jour**

## **8. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'INFIRMIER A L'EHPAD A TEMPS NON COMPLET POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

**Rapporteur : M. le maire**

**Affichée le 03/11/2021.**

Monsieur le maire précise à l'assemblée délibérante qu'il s'agit de recruter une infirmière libérale, six heures par semaine, afin de remplir les piluliers pour permettre aux infirmières de l'Ehpad de faire un travail médical plus poussé.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.I.1°,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-1912 du 29/12/2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité technique exceptionnel du mercredi 27 octobre 2021.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent à temps non complet d'infirmier à l'Ehpad pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir le bon fonctionnement de l'Ehpad Era Caso,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 29/10/2021,

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

La création d'un emploi non permanent d'infirmier (catégorie A) à temps non complet, à compter du 01/11/2021, à raison de 6 heures hebdomadaires, pour les fonctions d'infirmier à l'Ehpad avec notamment les missions de préparation des piluliers hebdomadaires.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'infirmier en soins généraux de classe supérieure.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3.I.1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer le contrat correspondant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer le contrat correspondant.

## **9. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE CUSINIER A L'EHPAD ERA CASO**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire cède la parole à madame CAZES afin qu'elle présente à l'assemblée la motivation de cette délibération.

Madame CAZES indique aux élus que la création de cet emploi va permettre à l'équipe de fonctionner convenablement en assurant une qualité de vie au travail et également permettre d'améliorer la qualité des repas.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3.2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-1912 du 29/12/2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les besoins de l'Ehpad Era Caso, nécessitant la création d'un emploi permanent de cuisinier,

Vu le tableau des effectifs,  
Vu l'avis du comité technique exceptionnel du mercredi 27 octobre 2021.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 29/10/2021.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

A compter du 01/01/2022, la création d'un emploi permanent à temps complet de cuisinier à l'Ehpad Era Caso dans le grade d'adjoint technique, pour exercer les missions suivantes :

En lien avec le chef de restauration,

- participer à la production et à la distribution aux différents stades
  - cuisson
  - préparations froides et pâtisserie
  - diététique et sa répartition
  - distribution des petits déjeuners et des goûters, des repas du cantou et de la dépendance
  - présentation sur l'ensemble de la prestation servie
- Exécuter les directives des programmes de fabrication et de la terminologie des fiches techniques
- Appliquer toutes les techniques liées à la liaison froide ainsi que toutes les règles d'hygiène et sécurité, et d'assurance qualité de la régie restauration
- Assurer le déconditionnement des matières premières pour la production
- Respecter les températures (froid, chaud), les grammages, les prélèvements (repas témoins), et les DLC (produits stockés et finis)
- Nettoyer, désinfecter et ranger son secteur de travail (plan de nettoyage) et enregistrer tous les documents HACCP et de contrôle qualité
- Intervenir de façon régulière en salle de restaurant et dans l'accueil des résidents
- Animer l'ensemble du personnel de service avec l'aide du chef de restauration
- Réceptionner, contrôler et ranger les marchandises, participer aux inventaires
- Enregistrer toutes les entrées et sorties de marchandises des réserves, utiliser de façon occasionnelle l'informatique
- Assurer la responsabilité de l'ensemble du personnel restauration lors de l'absence du chef de restauration
- Participer aux différentes réunions du personnel
- Remplacer pour la gestion courante le chef de restauration lors de ses congés ou autres absences.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26/01/1984.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée déterminée de 3 ans, compte tenu des besoins du service. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent recruté sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un cuisinier à l'Ehpad selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à ce recrutement.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le recrutement d'un cuisinier à l'Ehpad selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer les actes afférents à ce recrutement.

## **AFFAIRES COMMUNALES**

### **Finances**

#### **10 - ADMISSIONS EN NON-VALEUR SUR LE BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

##### **Rapporteur : Monsieur Le maire**

M. le maire précise à l'assemblée délibérante que ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de madame la trésorière.

Il s'agit d'inscrire en non-valeur des créances éteintes pour un total de 64.592,00 euros.

M. le maire précise que les deux principales créances sont relatives à des liquidations judiciaires qui s'échelonnent de 2008 à 2010. Il s'agit donc de régulariser des non-valeurs qui n'avaient pas été inscrites.

M. le maire indique aux élus qu'il convient, à la suite de la demande de la Trésorière de la commune de Bagnères-de-Luchon, de présenter une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 64 592,06 € suivant la liste établie le 18/10/2021 sur le budget annexe de l'assainissement

M. le maire donne lecture à l'assemblée délibérante de cette liste qui figure en annexe de la délibération :

<b>Débiteur</b>	<b>Reste dû</b>	<b>Commentaire</b>
DUCAU Cyril	800,00 €	NPAI et demande renseignement négative
Jardins du Ramel	12 867,06 €	Poursuite sans effet
AGAF BEHEER BV DELFT	50 925,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LI
Total	<b>64 592,06 €</b>	

M. le maire rappelle aux élus que l'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites, la décision prise par l'assemblée délibérante en faveur du comptable n'éteignant pas la dette du redevable.

Il est proposé au conseil municipal d'admettre en non-valeur les titres de recette faisant l'objet de cette demande n° 4980010331 et 4982620131.

M. le maire propose donc aux élus :

- De décider de statuer sur l'admission en non-valeur des titres mentionnés sur la demande n° 4980010331 et 4982620131

- De dire que les crédits sont inscrits à l'article 6541 et 6542 au budget annexe de l'assainissement de l'exercice en cours.

-D'approuver cette admission en non-valeur.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide de statuer sur l'admission en non-valeur des titres mentionnés sur la demande n° 4980010331 et 4982620131.

- Dit que les crédits sont inscrits à l'article 6541 et 6542 au budget annexe de l'assainissement de l'exercice en cours.

-Approuve cette admission en non-valeur.

## **11 - DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET 2021 DE L'ASSAINISSEMENT**

### **Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire indique aux élus que ce point est également inscrit à l'ordre du jour à la demande de madame la trésorière.

Monsieur le maire précise que ce sont des jeux d'écritures pour des créances qui ont été mal imputées, il s'agit donc de rectifications.

Il précise que, comme indiqué lors de la séance du conseil d'exploitation qui s'est tenue quelques minutes plus tôt, qu'il s'agit principalement d'inscrire en non-valeur des créances éteintes pour un total de 52.532,94 euros.

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget assainissement 2021.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

<b>31042</b> Code INSEE	<b>BAGNERES DE LUCHON</b> Budget d'Assainissement	<b>DM n°2 2021</b>
----------------------------	--	--------------------

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

**DECISION MODIFICATIVE 2**

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6541 : Créances admises en non-valeur	52 532.94 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6542 : Créances éteintes	0.00 €	50 925.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>52 532.94 €</b>	<b>50 925.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	4 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>4 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-70128 : Autres taxes et redevances	0.00 €	0.00 €	0.00 €	2 392.06 €
<b>TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat<sup>e</sup> de services, marchandises</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 392.06 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>52 532.94 €</b>	<b>54 925.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 392.06 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D-213-119 : EXTENSION RESEAU	0.00 €	8 400.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>8 400.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-2315 : Installations, matériel et outillage techniques	8 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>8 400.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>8 400.00 €</b>	<b>8 400.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>2 392.06 €</b>		<b>2 392.06 €</b>

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement selon les modalités exposées en séance.

**12 - DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET 2021 DE L'EAU**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire précise à l'assemblée que la délibération est inscrite à la demande de madame la trésorière.

Il s'agit de la régularisation de dépenses d'investissement globalisées sur un mauvais compte, cela concerne des écritures anciennes.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il avait été inscrit en catégorie « bâtiments » des dépenses d'investissement faites sur des réseaux, il s'agit donc d'une rectification.

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget de l'eau 2021.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

31042	BAGNERES DE LUCHON	DM n°1 2021
Code INSEE	Budget de l'Eau	

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

#### DECISION MODIFICATIVE 1

Désignation	Dépenses <sup>(1)</sup>		Recettes <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b> FONCTIONNEMENT</b>				
D-6811 : Dotations aux amortissements immos corporelles et incorporelles	0.00 €	660.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre section</b>	0.00 €	660.00 €	0.00 €	0.00 €
D-66112 : Intérêts - Rattachement des ICNE	0.00 €	0.48 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 66 : Charges financières</b>	0.00 €	0.48 €	0.00 €	0.00 €
D-6815 : Dotations aux provisions pour risques et charges	660.48 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 68 : Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	660.48 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	660.48 €	660.48 €	0.00 €	0.00 €
<b> INVESTISSEMENT</b>				
R-2818 : Autres immobilisations corporelles	0.00 €	0.00 €	0.00 €	660.00 €
<b>TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	0.00 €	0.00 €	0.00 €	660.00 €
D-2158 : Autres	0.00 €	49 000.00 €	0.00 €	0.00 €
R-2313 : Constructions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	49 000.00 €
<b>TOTAL 041 : Opérations patrimoniales</b>	0.00 €	49 000.00 €	0.00 €	49 000.00 €
D-2313-116 : TRAVAUX A REALISER	0.00 €	660.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	0.00 €	660.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	0.00 €	49 660.00 €	0.00 €	49 660.00 €
<b>Total Général</b>		49 660.00 €		49 660.00 €

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n°1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement selon les modalités exposées en séance.

### **13 - APUREMENT EXCEPTIONNEL DU COMPTE 1069 EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire indique aux élus que la délibération est présentée en séance à la demande de madame la trésorière et également afin que la collectivité s'adapte au basculement de comptabilité publique qui sera effectif au plus tard le 01/01/2024.

Il est nécessaire d'apurer ce compte car il n'existera plus. Il convient d'étaler l'apurement dans le temps.

Monsieur le maire énonce aux élus,

Dans la perspective du basculement de la comptabilité publique M14 vers la M57 au plus tard au 1<sup>e</sup> janvier 2024, des travaux préparatoires doivent dès à présent être menés.

A ce titre une attention particulière doit être portée sur le compte 1069. Ce compte non budgétaire a participé au dispositif mis en place tout d'abord en 1997 afin de permettre une transition entre les dispositions budgétaires et comptables des instructions M11 et M12 et celles issues de l'instruction M14, l'objectif étant d'éviter que l'introduction des rattachements de charges à l'exercice n'entraîne

un accroissement des charges trop important lors du premier exercice. Ensuite, lors de la réforme M14 au 1<sup>er</sup> janvier 2006, il a pu être à nouveau utilisé pour la simplification de la mise en œuvre des ICNE (intérêts courus non échus).

Le compte 1069 ne sera pas maintenue dans la comptabilité M57, il convient donc de procéder à son apurement au plus tard au 31 décembre de l'année qui précède le passage en M57. La Direction Générale des Finances Publiques recommande pour cet apurement de réaliser une opération semi-budgétaire, ce qui nécessite l'émission d'un mandat typé « ordre mixte » au compte 1068.

Un étalement sur plusieurs exercices est autorisé.

Le compte c/1069 de la commune de Bagnères de Luchon s'élève à 165 784.65€.

Monsieur le maire précise qu'en procédant un apurement dans le temps sur trois années, cela correspondra à des dépenses annuelles de 55 261.55 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide de l'apurement du c/1069 sur l'exercices : 2021 – 2022 et 2023 tel qu'exposé en séance (55 261.55 euros/an).
- Décide d'ouvrir les crédits en dépense d'investissement au c/1068 sur l'exercice 2021 pour un montant de 55 261.55 euros.

#### **14 - ETALEMENT DE CHARGES**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée qu'afin de faire face au déficit d'exploitation 2021 des thermes, la ville a versé une subvention d'équilibre de 1.492.000,00 euros et que – considérant la circulaire du ministère de la Cohésion des territoires du 24 août 2020 – il est possible d'étaler la charge de cette subvention sur cinq ans.

Monsieur le maire indique aux élus que cet étalement représentera une charge annuelle de 298.724,00 euros.

Monsieur le maire, énonce aux élus,

Vu l'instruction budgétaire M14.

Vu la circulaire du ministère de la Cohésion des territoires du 24 août 2020.

Considérant la possibilité de répartir exceptionnellement en raison de la crise COVID 19, sur plusieurs exercices les abondements de subvention d'équilibre aux budgets annexes.

Considérant les crédits inscrits aux comptes 4815, 791 et 6812,

Monsieur le maire propose au conseil municipal :

- De procéder à l'étalement sur 5 ans du versement de la subvention d'équilibre au budget annexe des Thermes de 1 493 621 €.
- D'autoriser l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de façon suivante :

##### **1- Transfert de charge en 2021**

- Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 1 493 621 €.

- Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » :  
1 493 621 €.

2- Amortissement annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2021 à 2025

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux charges d'exploitation à répartir » :  
298 724.20 €.

- Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » :  
298 724.20 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve le principe de procéder à l'étalement sur 5 ans du versement de la subvention d'équilibre au budget annexe des thermes de 1 493 621 €.

- Autorise l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de la façon suivante :

1. Transfert de charge en 2020

- Recette de fonctionnement au compte 791 « Transfert de charges d'exploitation » : 1 493 621 €.

- Dépense d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » :  
1 493 621 €.

2. Amortissements annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2021 à 2025

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux charges d'exploitation à répartir » :  
298 724.20 €.

- Recette d'investissement au compte 4815 « Charges liées à la crise sanitaire COVID 19 » :  
298 724.20 €.

**15 – ADMISSION EN NON-VALEUR SUR LE BUDGET PRINCIPAL**

**Rapporteur : Monsieur Le maire**

Monsieur le maire indique aux élus que madame la trésorière a demandé l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Il s'agit d'apurer les comptes sur des créances en non-valeur qui n'ont jamais été provisionnées.

Ce sont des inscriptions en non-valeur qui n'empêchent pas l'exercice de poursuites afin de les recouvrer.

Monsieur le maire donne le total qui s'élève à 99.000,00 euros dont 89.822,00 euros sont des créances éteintes qui correspondent à des liquidations judiciaires.

Monsieur le maire rappelle aux élus que ces inscriptions n'existaient pas jusqu'alors.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient, à la suite de la demande de la Trésorière de la commune de Bagnères-de-Luchon, de présenter une demande d'admission en non-valeur pour un montant de 99 828,30 € suivant la liste établie le 18/10/2021 sur le budget principal.

Monsieur le maire donne lecture à l'assemblée délibérante de la liste qui figure également en annexe de la délibération :

Débiteur	Reste dû	Commentaire
ABBA Semenouar	3.10	RAR inférieur seuil poursuite
ABDEL	592.63	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	38.40	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	38.40	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
AMETRINE MINERAUX	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
ART VALLEY	150.00	Combinaison infructueuse d'actes
BARBEITOS José	264.35	Combinaison infructueuse d'actes
BARBEITOS José	939.25	Combinaison infructueuse d'actes
BEAUTE CHIEN ET CHAT	0.08	RAR inférieur seuil poursuite
BEN RHOUMA Faouzi	598.56	Combinaison infructueuse d'actes
BEN RHOUMA Faouzi	1814.87	Combinaison infructueuse d'actes
BERKOUK Mustapha	10.35	Combinaison infructueuse d'actes
BON ACCUEIL SARL ANDA	192.00	Combinaison infructueuse d'actes
BON ACCUEIL SARL ANDA	96.00	Combinaison infructueuse d'actes
BRUNET Eric	29.54	Combinaison infructueuse d'actes
BRUNET Eric	99.92	Combinaison infructueuse d'actes
BRUNET Eric	13.47	Combinaison infructueuse d'actes
CARMEN EL NUEVO	264.00	Combinaison infructueuse d'actes
CARMEN EL NUEVO	258.70	Combinaison infructueuse d'actes
CHANTAL DOUMENQ	18.75	Combinaison infructueuse d'actes
CRUZ LOPEZ VINCENTE G	42.70	Combinaison infructueuse d'actes
CRUZ LOPEZ VINCENTE G	45.75	Combinaison infructueuse d'actes
DA SILVA PIMENTA RITE	56.44	Poursuite sans effet
DA SILVA PIMENTA RITE	56.44	Poursuite sans effet
DIRT MOUTAIN	33.15	Combinaison infructueuse d'actes
ESTIVES LITTERAIRES L	90.00	Poursuite sans effet
FRAYSSINES STEPHANIE	46.50	Surendettement et décision effacement de dette
FRAYSSINES STEPHANIE	40.30	Surendettement et décision effacement de dette
FRENCH D DAY	231.00	Combinaison infructueuse d'actes
FRENCH D DAY	247.96	Combinaison infructueuse d'actes
FRENCH D DAY	228.71	Combinaison infructueuse d'actes
GOUJON CLAUDE	173.50	Combinaison infructueuse d'actes
GOUJON CLAUDE	260.25	Combinaison infructueuse d'actes
GOUJON CLAUDE	282.48	Combinaison infructueuse d'actes
GRAVET Valerie	54.90	Combinaison infructueuse d'actes
GRAVET Valerie	30.50	Combinaison infructueuse d'actes
GRAVET Valerie	45.75	Combinaison infructueuse d'actes
GRAVET Valerie	30.50	Combinaison infructueuse d'actes
HOTEL LILAS SA LE SA	239.28	Combinaison infructueuse d'actes
HOTEL LILAS SA LE SA	183.29	Combinaison infructueuse d'actes
HUBER JESSICA	0.19	RAR inférieur seuil poursuite
JARDINS D ETIGNY	1 300.00	Combinaison infructueuse d'actes

LA CABANE DE RONDINS	10.00	Combinaison infructueuse d'actes
LA CABANE DE RONDINS	10.00	Combinaison infructueuse d'actes
LICCIARDI Daniel	10.00	RAR inférieur seuil poursuite
LOURME Patrice	6.10	Combinaison infructueuse d'actes
LOURME Patrice	30.50	Combinaison infructueuse d'actes
LSP	470.00	RAR inférieur seuil poursuite
MARQUES Mary	7.40	Combinaison infructueuse d'actes
MARQUES Mary	30.50	Combinaison infructueuse d'actes
MILANO PIZZA	10.00	RAR inférieur seuil poursuite
MILL DELISS	15.00	Combinaison infructueuse d'actes
OZDEMIR Filiz	36.60	Combinaison infructueuse d'actes
OZDEMIR Filiz	48.80	Combinaison infructueuse d'actes
RENAULT Audrey	9.15	RAR inférieur seuil poursuite
RESITEL SYNDIC	78.50	Combinaison infructueuse d'actes
SIROCCO BOUTIQUE MR L	10.00	RAR inférieur seuil poursuite
TONATO ALLAGO Jean Pi	6.10	RAR inférieur seuil poursuite
ACTA	80.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
AGAF BEHEER BV Maria	2 399.28	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
AQUATIK SHARK	250.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BABIN RONAN	307.48	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BABIN RONAN	307.48	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BABIN RONAN	307.48	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BABIN RONAN	328.82	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BABIN RONAN	137.82	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
BAR TABAC DES SPORTS	308.18	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
CASINO GCBL	5 000.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
CASINO GCBL	5 000.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
GC	118.04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
EGC PEGGY BOUTIQUE DI	118.04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
ETCHEVERRY CECILE	184.80	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
ETCHEVERRY CECILE	321.20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
ETCHEVERRY CECILE	321.20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
ETCHEVERRY CECILE	321.20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
GR INVERSION	1 093.14	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
GR INVERSION	815.42	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
GR INVERSION	460.89	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
GR INVERSION	304.40	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	230.81	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	57.54	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	107.99	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	491.70	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	491.70	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	491.70	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
JONGEN REGIS	494.75	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LE CANOTIER LIBRAIRIE	223.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LE CONCORDE LUCHON	727.40	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LE CONCORDE LUCHON	347.80	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

LIBRAIRIE DES THERMES	7.49	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LIBRAIRIE DES THERMES	248.12	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LIBRAIRIE DES THERMES	197.47	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
LIBRAIRIE DES THERMES	248.12	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
MZ CAFE	10.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
MZ CAFE	14.58	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
NEW STORY	10.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
NEW STORY	10.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
RESIDENCE CORNEILLE	19.26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

ROYAL OLYMPIC	49.72	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
ROYAL OLYMPIC	89.70	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SAGE MARTINE Nc	337.82	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SNE CASINO DE LUCHON	18 200.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SNE CASINO DE LUCHON	37 445.76	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SNE CASINO DE LUCHON	5 621.20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SNE CASINO DE LUCHON	1 667.00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SNE CASINO DE LUCHON	1 877.94	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
SPORTS ET LOISIRS	94.36	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
UNION CENTRALE SERVIC	21.35	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ Jean Michel	354.02	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ JEAN MICHEL	229.11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ JEAN MICHEL	192.08	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ JEAN MICHEL	164.26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ JEAN MICHEL	358.77	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
VESZ JEAN MICHEL	205.30	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Total	<b>99 828.30</b>	

Monsieur le maire rappelle aux élus que l'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites, la décision prise par l'assemblée délibérante en faveur du comptable n'éteignant pas la dette du redevable.

Il est proposé au conseil municipal d'admettre en non-valeur les titre de recette faisant l'objet de cette demande n° 4733570131 et 4995210331.

Monsieur le maire propose donc aux élus :

- De décider de statuer sur l'admission en non-valeur des titres mentionnés sur la demande n°4733570131 et 4995210331
- De dire que les crédits sont inscrits à l'article 6541 et 6542 au budget principal de l'exercice en cours.
- D'approuver cette admission en non-valeur.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide de statuer sur l'admission en non-valeur des titres mentionnés sur la demande n°4733570131 et 4995210331
- Dit que les crédits sont inscrits à l'article 6541 et 6542 au budget principal de l'exercice en cours.
- Approuve l'admission en non-valeur tel qu'exposée en séance.

## **16 - DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL 2021**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget principal 2021.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

<b>31042</b>	<b>BAGNERES DE LUCHON</b>	<b>DM n°2 2021</b>
Code INSEE	Budget Communal	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

**DECISION MODIFICATIVE 2**

Désignation	Dépenses <sup>(1)</sup>		Recettes <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6411 : Personnel titulaire	90 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>90 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	700 853.85 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>0.00 €</b>	<b>700 853.85 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-6812 : Dotations aux amort. des charges de fonctionnement à répartir	0.00 €	298 724.20 €	0.00 €	0.00 €
R-791 : Transferts de charges de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 493 621.00 €
<b>TOTAL 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>0.00 €</b>	<b>298 724.20 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 493 621.00 €</b>
D-657362 : CCAS	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-657363 : SPA	0.00 €	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	84 500.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>205 000.00 €</b>	<b>289 500.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-6718 : Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0.00 €	43 818.74 €	0.00 €	0.00 €
D-67441 : aux budgets annexes	262 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>262 000.00 €</b>	<b>43 818.74 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-7381 : Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publi	0.00 €	0.00 €	0.00 €	72 519.00 €
<b>TOTAL R 73 : Impôts et taxes</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>72 519.00 €</b>
R-7411 : Dotation forfaitaire	0.00 €	0.00 €	0.00 €	426 152.00 €
R-74718 : Autres	0.00 €	0.00 €	0.00 €	44 050.00 €
R-74758 : Autres groupements	0.00 €	0.00 €	426 152.00 €	0.00 €
<b>TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>426 152.00 €</b>	<b>470 202.00 €</b>
R-7718 : Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0.00 €	0.00 €	834 293.21 €	0.00 €
<b>TOTAL R 77 : Produits exceptionnels</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>834 293.21 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>557 000.00 €</b>	<b>1 332 896.79 €</b>	<b>1 260 445.21 €</b>	<b>2 036 342.00 €</b>

INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	700 853.85 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>700 853.85 €</b>
D-4815 : Charges liées à la crise sanitaire Covid-19	0.00 €	1 493 621.00 €	0.00 €	0.00 €
R-4815 : Charges liées à la crise sanitaire Covid-19	0.00 €	0.00 €	0.00 €	298 724.20 €
<b>TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 493 621.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>298 724.20 €</b>
D-1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés	0.00 €	55 261.55 €	0.00 €	0.00 €
R-10226 : Taxe d'aménagement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	11 735.76 €
<b>TOTAL 10 : Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0.00 €</b>	<b>55 261.55 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>11 735.76 €</b>
R-1311 : Etat et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	0.00 €	318 552.00 €
<b>TOTAL R 13 : Subventions d'investissement</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>318 552.00 €</b>
D-2031-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	370 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>370 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-2135-932 : TRAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2021	0.00 €	2 800.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-907 : SECURITE INCENDIE ET SECOURS 2020	0.00 €	2.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 802.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-2313-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	0.00 €	292 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	100 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>100 000.00 €</b>	<b>292 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-2764 : Créances sur des particuliers	0.00 €	0.00 €	0.00 €	43 818.74 €
<b>TOTAL R 27 : Autres immobilisations financières</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>43 818.74 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>470 000.00 €</b>	<b>1 843 684.55 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 373 684.55 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>2 149 581.34 €</b>		<b>2 149 581.34 €</b>	

(\*) y compris les restes à réaliser

Monsieur le maire évoque tout d'abord le fonctionnement.

Il précise aux élus qu'une économie de masse salariale a été réalisée pour 90.000,00 euros.

La seconde modification correspond à la subvention versée à la régie des thermes qui est passée de 1.700.000,00 euros à 1.492.000,00 euros.

Monsieur le maire souligne une amélioration de 262.000,00 euros dans les dépenses de fonctionnement.

Enfin, grâce à l'étalement des charges, présenté plus tôt en séance, à la baisse de certaines dépenses et à l'augmentation de certaines recettes (en particulier l'engagement de la dotation touristique), il est constaté une amélioration de fonctionnement de 834.293,21 euros.

Ceci ramène le déficit de fonctionnement de 1.784.000,00 euros à 921.000,00 euros.

Concernant la partie investissement, monsieur le maire, indique aux élus que la modification concerne principalement la piscine Alban Rougé pour laquelle l'investissement prévu passe de 470.000,00 euros à 292.000,00 euros. Le différentiel est donc positif pour un montant de 178.000,00 euros.

Le conseil municipal, après délibération par 15 voix pour, 4 abstentions (M. SUBERCAZE, Mme CAU, M. FERRE et M. PALACIN), 0 voix contre, approuve la décision modificative n°2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement selon les modalités exposées en séance.

## **17 - REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION DE GAZ 2021**

**Rapporteur : Monsieur le maire**

M. le maire indique aux élus qu'il s'agit de s'ajuster suite au décret ministériel du Décret no 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz et modifiant le code général des collectivités territoriales Monsieur le maire précise à l'assemblée que cela n'a pas été régularisé depuis 1958.

M. le Maire expose aux élus que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz n'avait pas été actualisé depuis un décret du 2 avril 1958.

M. le Maire donne connaissance au Conseil du décret n°2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes par les ouvrages transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières.

Il propose au conseil municipal :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution de gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;
- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par l'application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier. La recette correspondant au montant de la redevance perçu sera inscrite au compte 70323 ;
- que la redevance due au titre de 2021 soit fixée en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1<sup>er</sup> janvier de cette année.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré à l'unanimité :

ADOpte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz.

## **18 - REGIE D'AVANCE CABINET DU MAIRE**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante l'existence d'une régie d'avance, au sein du cabinet du maire.

Les dépenses relevant des dépenses autorisées par la régie d'avance sont listées dans la décision DEC20200125 du 11 septembre 2020.

Le montant maximum de la régie d'avance s'élève à 2000 €.

Afin de faciliter des opérations de communications et de recrutement le compte de la régie d'avance a été utilisé pour des dépenses ne rentrant pas dans le cadre de cette régie :

- Opérations de communication pour la saison théâtrale 2020 sur le site Facebook pour un montant de 55,91 €.

- Opérations de recrutement sur le site LinkedIn en 2021 pour un montant de 1 848,83 €.

M. le maire indique à l'assemblée délibérante que la régie a été utilisée pour réaliser des avances non prévues, il convient donc de régulariser.

Mme CAU et monsieur FERRE font référence à un compte sur lequel seraient inscrits 5.000 euros et qui serait dédié à ce type de dépenses.

M. le maire répond qu'il reverra ce point avec la trésorière.

Monsieur le maire demande aux élus d'accepter qu'il demande à madame la Trésorière de bien vouloir reconstituer la régie d'avance d'après le budget général de la ville, pour un montant de 1 904,74 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la demande de monsieur le maire pour la reconstitution de la régie d'avance d'après le budget général de la ville, pour un montant de 1 904,74 €.

## **19 - MANDAT SPECIAL AU MAIRE, MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 20210107 DU 30 AOÛT 2021**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire rappelle aux élus que le conseil municipal a approuvé le 28 août 2021 les modalités de déplacement et de remboursement des frais lors du congrès des Maires du 15 au 18 novembre 2021 à Paris.

Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il a dû modifier son moyen de transport, ainsi que les modalités de paiement, il s'agit donc aujourd'hui de valider ces changements.

Monsieur le maire indique qu'il se rendra au Congrès des Maires en avion.

D'autre part, monsieur le maire a dû procéder à l'avance des frais de transport et de logement.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- approuver la modification de son moyen de transport au titre du mandat spécial accordé par l'assemblée délibérante.
- approuver le remboursement des frais avancés (transport et logement) par monsieur le maire.

Le conseil municipal, après délibération, par 17 voix pour, 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE), 0 voix contre,

- approuve la modification du moyen de transport de monsieur le maire au titre du mandat spécial accordé par l'assemblée délibérante le 28 août 2021 par délibération n° DEL20210107.
- approuve le remboursement des frais avancés (transport et logement) par monsieur le maire.

## **20. MANDAT SPECIAL A UN ELU**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que monsieur Claude LACOMBE, 3<sup>ème</sup> adjoint, s'est rendu, à l'invitation du Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales et du Secrétaire d'Etat chargé de la Ruralité, à la rencontre nationale des Petites Villes de demain.

La rencontre s'est tenue le 25 octobre 2021.

M. LACOMBE a procédé à l'avance des frais de transport, d'hébergement et de repas.

M. le maire demande à l'assemblée :

- D'approuver les modalités du déplacement.
- D'approuver le remboursement des frais aux frais réels (sur présentation des justificatifs).

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve les modalités du déplacement.
- Approuve le remboursement des frais aux frais réels (sur présentation des justificatifs).

## **21. PRISE EN CHARGES DES FRAIS DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire indique aux élus qu'il s'agit d'ouvrir la possibilité pour des agents de prendre l'avion pour des trajets longs.

M. LERAY demande quel est le seuil considéré pour définir les trajets longs.

M. LACOMBE indique que dans le secteur privé, ce sont les temps de trajet au-delà de deux heures.

M. le maire précise qu'il y a peu de demandes et que cela concerne des trajets en train ou voiture qui seraient de l'ordre de six heures. Il s'agit d'éviter de la fatigue et une potentielle mise en danger des agents en plus d'une perte de temps.

M. le maire informe l'assemblée délibérante que les délibérations n° DEL20150110 du 11 décembre 2015, n°DEL20180012 du 25 janvier 2018, et n° DEL20190088 DU 06 juin 2019 ont défini les modalités de remboursement des frais de mission des agents de la collectivité (applicable pour les agents de la Ville, des Thermes et de l'Ehpad ERA CASO).

Il est aujourd'hui nécessaire de compléter les modalités applicables suite à ces délibérations en les complétant comme suit :

- Prise en charge des frais de transport par avion dès lors qu'il y a un intérêt économique et/ou dans l'intérêt de l'agent (temps de trajet trop long, fatigue...)

M. le maire demande aux élus d'approuver cette actualisation des modalités de prise en charge des frais de transport qui sera applicable pour l'ensemble des agents de la collectivité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'actualisation des modalités de prise en charge des frais de transport pour les frais de déplacement et son application à l'ensemble du personnel de la collectivité.

## **22. MARCHE DE NOEL DU 18 DECEMBRE 2021 AU 2 JANVIER 2022**

**Rapporteur : M. le maire**

La ville de Bagnères-de-Luchon souhaite proposer pour les fêtes de fin d'année 2021 la création d'un marché de Noël, du 18 décembre 2021 au 2 janvier 2022.

Ce marché sera l'animation phare de ces vacances hivernales et permettra de créer une ambiance festive et colorée basée sur des souvenirs et parfums de l'enfance. Il fera battre le cœur de la ville grâce aux prestations annexes :

- La fanfare,
- Les éclairages,
- Les décorations.

Trois configurations de 12 chalets en bois de 3 m sur 2 m équipés de chauffage, d'une guirlande, d'une devanture ont été étudiées, chacun de ces lieux offre des avantages et des inconvénients :

- Thermes

Bien situé en termes de fréquentation, en centre-ville et descente du téléporté. Cependant, son installation comporte quelques inconvénients comme notamment un débordement sur la contre-allée.

Le Kiosque et Chambert offrent une place plus conséquente et une facilité dans l'agencement et la création du marché.

- Autour du kiosque à musique dans le parc thermal :

Le kiosque semble excentré et demande une forte présence visuelle afin d'être identifié depuis l'axe de l'Allée d'Etigny.

- L'espace Chambert : devant l'établissement Chambert dans la continuité de l'Allée d'Etigny.

Nécessite la même présence visuelle, mais plus facile à mettre en œuvre, car dans l'axe de l'Allée d'Etigny.

Les « locataires » des chalets devront répondre à un cahier des charges.

On y trouvera des spécialités typiques et traditionnelles de Noël, alimentaires ou décoratives.

La complémentarité avec l'offre commerciale existante, la qualité et l'origine des produits seront les axes principaux du choix des prestataires.

Un appel à candidature a été lancé auprès des chambres consulaires, des professionnels retenus en 2020 ainsi que des candidats à l'édition 2021 de la Foire de Luchon.

Les tarifs de location des chalets (éclairés et chauffés) envisagés sont forfaitaires et non remboursables:

- 150€ pour une semaine.
- 250€ pour deux semaines.

L'implantation respectera les mesures sanitaires en vigueur ainsi que les règles de sécurité et de circulation du public, suivant un plan établi et validé par le service de sécurité.

Les dépenses estimatives du projet « marché de Noël 2021 » s'élèveront à 19 000 € maximum dont 17 273 € de location de chalets, pour des recettes de location estimatives maximales de 3 600 €.

M. le maire propose au conseil municipal :

- D'installer le marché de Noël du 18 décembre 2021 au 2 janvier 2022 autour du kiosque, parc des Thermes.
- De fixer les tarifs forfaitaires de location tel que défini ci-dessus à 150€ la semaine et 250€ les 2 semaines.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Décide d'installer le marché de Noël du 18 décembre 2021 au 2 janvier 2022 autour du kiosque, parc des Thermes.
- De fixer les tarifs forfaitaires de location à 150€ la semaine et 250€ les 2 semaines.

## Affaires générales

### 23. CONVENTION DE SERVITUDES AVEC ENEDIS RUE GARAVE

Rapporteur : M. Le Maire

M. le maire propose aux élus d'autoriser la convention de servitude avec la société Enedis, aux fins de pose d'un câble BTS, lieux-dits Garavé tel que détaillé ci-dessous :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits
Bagnères-de-Luchon		AI	0140	GARAVE ,
Bagnères-de-Luchon		AI	0157	GARAVE ,



M. le maire demande aux élus d'autoriser la convention de servitude avec Enedis jointe à la présente délibération, se rapportant aux parcelles AI 0140 et AI 0157, ainsi que de l'autoriser à la signer.

M. PALACIN évoque l'occupation du domaine public par les divers prestataires d'énergie notamment. Il indique qu'il s'agit d'un sujet intéressant à réfléchir afin de connaître les conventions en cours et également pour le futur car il y a des enjeux financiers pour la collectivité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise la convention de servitude avec Enedis jointe à la présente délibération, se rapportant aux parcelles AI 0140 et AI 0157, et autorise monsieur le maire à la signer.

## **24- PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SCI BELFORT SOLFERINO – DEMANDE DE RETRACTATION – CORRECTION ERREUR MATERIELLE**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée les différentes étapes qui ont eu lieu depuis la première présentation de ce protocole transactionnel aux élus en mentionnant le recours déposé par madame CAU et monsieur FERRE.

Il précise que seules des corrections relatives au RIB et à l'adresse de la SCI ont été apportées.

Monsieur le maire rappelle aux élus que ce contentieux entre la commune, la SCI BELFORT SOLFERINO et M. Thierry SENTOUS perdure depuis plus de dix années.

Monsieur le maire indique aux élus, pour mémoire, que ce dossier concerne la vente d'un immeuble (dit « moyen chalet Spont » situé 62, allée d'Etigny à Bagnères de Luchon) ainsi que les meubles meublants de cet immeuble et deux parcelles attenantes à usage de parc :

- section AI n° 435 allées d'Etigny en nature de terre agricole  
et
- section AI n° 447 VC des Thermes Romains en nature de sol.

Par délibérations du conseil municipal du 3 mai 2021, un protocole transactionnel a été présenté et approuvé par l'assemblée délibérante afin de clore ce contentieux et faire ainsi cesser tous recours et/ou frais supplémentaires. Une délibération en date du 11 juin 2021 est venue corriger une erreur matérielle portant sur le protocole présenté et approuvé par le conseil municipal en séance du 3 mai 2021.

Par courrier en date du 24 juin 2021, enregistré en mairie le 28 juin 2021, madame Michèle CAU et monsieur Louis FERRE, conseillers municipaux, ont présenté un recours gracieux afin de faire procéder au retrait des délibérations susvisées et du protocole transactionnel aux motifs suivants :

- le cabinet d'avocats Courrech et associés défend les intérêts de la commune dans cette affaire, lequel précisait en réponse à une tribune le mettant en cause dans un blog local « s'agissant de l'instance pendante devant le TGI de Saint Gaudens....on ne peut préjuger de la décision judiciaire qui sera rendue après débat contradictoire »,
- l'absence de réponse sur le suivi juridique du dossier suite à la fin de la collaboration du cabinet COURRECH, avec rappel des obligations en la matière,
- l'équilibre des contreparties.

En réponse à la demande de retrait formulée par madame CAU et monsieur FERRE, conseillers municipaux, monsieur le maire propose au conseil municipal de se prononcer pour le maintien des délibérations susvisées et du protocole transactionnel aux motifs suivants :

- le dessaisissement d'un avocat ne constitue pas un motif légitimant les demandes de retrait,
- les propos de Maître COURRECH « *on ne peut préjuger de la décision judiciaire qui sera rendue après débat contradictoire* » rapportés par madame CAU et monsieur FERRE justifient en eux-mêmes le doute quant au succès de la commune si elle poursuivait devant les tribunaux,
- Monsieur le maire a désigné Maître Xavier LECOMTE pour défendre les intérêts de la commune dans cette affaire, par décision prise en application de ses délégations, (décision du 17 décembre 2020, transmise en préfecture le 1 février 2021, antérieurement aux délibérations mises en cause). Le suivi juridique est ainsi assuré, conformément à la réglementation en vigueur, rappelée par madame CAU et monsieur FERRE dans leur recours gracieux,

- Quant à l'équilibre du protocole transactionnel, il est à rappeler que la commune met fin à 12 ans de procédures soit près de 43291€ de frais d'avocat et 27300€ de condamnation, hors frais d'expertise, sans compter la perte de taxe foncière pour la commune.

Monsieur le maire informe le conseil municipal que le protocole transactionnel est annexé à la présente délibération, il précise que l'article 3 a été complété avec mention de l'adresse de la SCI et un nouveau RIB.

L'ensemble des autres articles est inchangé.

Monsieur le maire propose donc à l'assemblée délibérante de bien vouloir

- se prononcer pour le maintien des délibérations susvisées et du protocole transactionnel selon les motifs exposés en séance,
- approuver les modifications du protocole transactionnel présenté (et annexé à la présente délibération) en séance suite aux compléments apportés quant à l'adresse de la SCI et du nouveau RIB à l'article 3,
- l'autoriser à signer le protocole transactionnel.

Monsieur FERRE intervient afin de préciser que le recours a été déposé au mois de juin, qu'un courrier a également été rédigé, dès lors que la collectivité n'a pas répondu dans les deux mois, cela signifie un refus d'acceptation de la demande et donc, la délibération présentée en séance n'a pas lieu d'être.

Monsieur le maire répond qu'il agit sur les conseils du conseil de la commune dans ce dossier.

Madame CAU et monsieur FERRE indiquent qu'ils ne prendront pas part au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 14 voix pour, 3 abstentions (M. PERUSSEAU, M. SUBERCAZE et M. PALACIN),

- se prononce pour le maintien des délibérations susvisées et du protocole transactionnel selon les motifs exposés en séance,
- approuve les modifications du protocole transactionnel présenté (et annexé à la présente délibération) en séance suite aux compléments apportés quant à l'adresse de la SCI et du nouveau RIB à l'article 3.
- Autorise monsieur le maire à signer le protocole transactionnel.

## **25. FESTIVAL 2022 : DELIBERATION D'INTENTION ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire indique aux élus que le montant de la subvention ne change pas elle reste à 100.000,00 euros. En revanche, le support logistique de la commune et la participation des agents augmentent, et passent à 75.000,00 euros.

Monsieur le maire informe le conseil municipal :

- Que l'organisation du Festival TV de Luchon,
  - est confiée à l'association UNION Francophone,
  - pour une durée de 3 ans.
- Que, par an, l'association UNION Francophone sollicite la commune de Bagnères de Luchon à la hauteur du Conseil Régional et Conseil Départemental, soit, 100.000,00 euros par partie, la commune apportant en sus, le soutien logistique ad hoc, évalué à 75.000,00 euros.

Monsieur le maire,

- Rappelle à l'assemblée que le festival se déroulant en début d'année 2022 (février), le travail de préparation, une partie des réservations, engagements et salaires sont à régler dès ce dernier trimestre 2021.
- Propose que :
  - durant la première édition de la Convention de partenariat, la subvention soit versée pour 70 % de son montant au plus tard le 31 janvier 2022, (soit 50 % au 30 novembre 2021, 20 % au 31 janvier 2022), le solde au 28 février 2022 sur présentation d'un état des comptes et du bilan d'activités.
  - pour les éditions suivantes, à hauteur de 1/3, le 15 juin de chaque année, un autre 1/3, le 10 septembre, et le solde dans les 30 jours qui suivent la réalisation du festival sur présentation d'un état des comptes et d'un bilan d'activités.
  - que le conseil municipal l'autorise à signer la convention de partenariat pour l'organisation du festival TV de Luchon.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve les modalités de versement de la subvention selon les modalités exposées en séance pour la première édition du Festival du film avec l'association UNION Francophone et les éditions suivantes,
- approuve la convention annexée à la présente délibération,
- autorise monsieur le maire à signer la convention de partenariat pour l'organisation du festival TV de Luchon.

## **26. PLAN DE FINANCEMENT : PISCINE ALBAN ROUGE**

### **Supprimée à l'ordre du jour.**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que ce point est supprimé de l'ordre du jour.

Il rappelle à l'assemblée que suite au budget en déficit, il n'est pas possible d'inscrire la dépense obligatoire d'auto-investissement.

Suite aux précisions apportées par monsieur le maire en séance, des échanges interviennent autour du projet et du montage de son dossier (COPIL, plan de financement, subventions, travaux de démolition, marchés) entre monsieur le maire, monsieur LACOMBE, madame CAU, messieurs PALACIN, FERRE, PERUSSEAU et FOURCADET.

## **27. RECENSEMENT 2022 : DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DE TROIS COORDONNATEURS COMMUNAUX**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire informe l'assemblée que le recensement à la population aura lieu sur la ville de Bagnères de Luchon du 20 janvier au 19 février 2022.

Il informe également les élus de la nécessité de créer des emplois de coordonnateurs communaux afin de réaliser les opérations du recensement pour l'année 2022. Alors que la collectivité ne dispose pas d'agent pouvant effectuer un temps plein sur cette période et que le découpage de la ville a été modifié sous les conseils de l'INSEE augmentant le nombre de districts de dix à douze, il est souhaitable pour assurer cette mission de proposer un agent de la collectivité pour superviser en tant que coordonnateur principal et deux coordonnateurs suppléants.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Le conseil municipal désigne trois coordonnateurs d'enquête chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement. Un coordonnateur principal supervisant deux coordonnateurs adjoints sur des missions allant du 10 novembre 2021 au 25 février 2022.

Le coordonnateur, si c'est un agent de la commune, bénéficiera d'une augmentation de son régime indemnitaire à hauteur de brut sur la durée des missions.

Le coordonnateur, si c'est un élu, bénéficiera du remboursement de ses frais de missions en application de l'article L 2123-18 du CGCT.

Les coordonnateurs seront désignés par arrêtés municipaux nominatifs dès lors que la présente délibération sera exécutoire.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la désignation de trois coordonnateurs d'enquête chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement selon les modalités exposées en séance, pour le recensement 2022 de la population communale.

## **28. REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DU COLLEGE JEAN MONNET ET DU LYCEE EDMOND ROSTAND DE BAGNERES DE LUCHON, MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° DEL20200174 DU 23 NOVEMBRE 2020**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en séance du 23 novembre 2020, madame Catherine DERACHE a été désignée en tant que représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon et suppléante au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand.

Madame Sabine CAZES a été désignée lors de cette même séance en qualité de représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand et suppléante au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon.

Monsieur le maire propose aujourd'hui aux élus :

De désigner :

Madame Françoise DE SABRAN PONTEVES en tant que représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon et représentante suppléante au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand.

De maintenir :

Madame Sabine CAZES en tant que représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand et représentante suppléante au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon.

Il est procédé au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide,

De désigner :

Madame Françoise DE SABRAN PONTEVES en tant que représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon et représentante suppléante au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand.

De maintenir :

Madame Sabine CAZES en tant que représentante titulaire de la collectivité au sein du conseil d'administration du lycée Edmond Rostand et représentante suppléante au sein du conseil d'administration du collège Jean Monnet de Bagnères de Luchon.

## **29. DESIGNATION DES DELEGUES AUX CONSEILS D'ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE, MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° DEL20200175 DU 23 NOVEMBRE 2020**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'en conseil municipal du 23 novembre 2020, ils ont désigné madame DERACHE afin qu'elle siège au sein des conseils d'écoles publiques de la commune, pour mémoire, l'école maternelle « les éterlous » et l'école primaire « les isards ».

Monsieur le maire propose à l'assemblée la candidature de madame Françoise DE SABRAN PONTEVES pour représenter la commune aux conseils d'écoles.

Il est procédé au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la désignation de madame Françoise DE SABRAN PONTEVES pour représenter la commune aux conseils d'écoles publiques de la commune.

## **Ressources humaines**

### **30. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT D'ENTRETIEN SERVICE PROPRETE URBAINE POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonctions publique territoriale, et notamment son article 3.I.1°,  
Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au sein du service propreté urbaine, à savoir l'entretien des espaces publics,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à compter du 01/11/2021.

Cet agent assurera les fonctions d'agent d'entretien des espaces publics au sein du service propreté urbaine, à temps complet.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au 1<sup>er</sup> échelon du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3.I.1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ce poste non permanent selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer le contrat correspondant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ouverture du poste non permanent selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer le contrat correspondant.

### **31. MAISON IMPASSE DE LA SOULANS : MISE EN VENTE**

**Rapporteur : M. le maire**

Monsieur le maire propose aux membres du Conseil Municipal de vendre une maison édifiée en 1931 qui est propriété communale.

La propriété foncière est bâtie 23, Impasse de la Soulan, parcelles cadastrées section AI numéro 35 d'une superficie de 116 m<sup>2</sup> et numéro 36 d'une superficie de 83 m<sup>2</sup>.

Le bâti consiste en une maison sans intérêt patrimonial à deux niveaux comprenant 1 salle à manger, 1 cuisine, 2 chambres, 1 bureau palier, salle de bain, d'une superficie totale habitable d'environ 75 m<sup>2</sup>.

Les frais afférents à l'acquisition du bien immobilier sont à la charge de l'acquéreur.

M. FERRE indique que cette maison est située sur le passage de la déviation.

Monsieur le maire répond par la négative.

Madame CAU demande comment a été calculée la valeur vénale, s'il y a eu un avis des domaines.

Monsieur le maire répond que le seuil est désormais fixé à 178.000,00 euros pour nécessiter un avis des domaines.

Madame CAU et monsieur FERRE comparent le montant de 90.000,00 euros avec celui du résultat de la cession du Chalet Spont après protocole transactionnel, condamnations et frais d'avocats, qui dégage un résultat net positif à peine supérieur pour la commune.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- Procéder à la vente de la maison située 23, Impasse de La Soulan dont l'assiette de valeur vénale est estimée à la somme de 90.000 euros.
- L'autoriser à procéder à la publicité sur des sites dédiés aux annonces immobilières.
- L'autoriser à signer tout document correspondant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la vente de la maison au prix de 90 000 euros.
- Autorise monsieur le maire à procéder à la publicité sur des sites dédiés aux annonces immobilières.
- Autorise monsieur le maire à signer tout document relatif à cette vente qui sera rédigé par Maître Thierry GELY, Notaire de la Commune.

Toute personne physique ou morale qui s'estime lésée par la présente délibération, peut, si elle le désire, déposer un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire.

### **32. ECHANGE DE TERRAIN ENTRE LE DOMAINE MAJESTIC ET LE RAMEL.**

**Supprimée de l'ordre du jour.**

### **Ajout 32 bis. AVENANT A LA CONVENTION DE VACATIONS 2020-2023 AVEC UN ACCOMPAGNANT PSYCHO-SOCIAL ET COORDONNATEUR DE LA QUALITE DE VIE DANS L'EHPAD**

**Affichée le 03/11/2021.**

**Rapporteur : M. le maire**

Par délibération du 29 juillet 2020 n°del20200096, le conseil municipal a approuvé la convention de vacations 2020-2023 avec un accompagnant psycho-social et coordonnateur de la qualité de vie, sur la base de 17.5h hebdomadaires pour la période du 1<sup>er</sup> août 2020, au 31 juillet 2023.

Compte tenu de l'absence de directeur de l'Ehpad pour arrêt maladie et du changement d'organisation en cours, M. le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- De compléter la mission de l'accompagnant psycho-social et coordonnateur de la qualité de vie à raison de 8 heures hebdomadaires pour accompagner le changement d'organisation de l'Ehpad Era Caso, sur des missions de manager du changement ;
- Au tarif horaire de la convention initiale : 30€ brut /h
- La vacation n'étant pas un contrat de travail, les vacations sont rémunérées sur présentation d'une fiche d'intervention horaire
- Les vacations de manager du changement pourront ainsi avoir un terme antérieur au 31 juillet 2023.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad Era Caso du 29/10/2021.

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- d'approuver les vacations de manager du changement au tarif de 30€ brut/heure (sur présentation d'une fiche d'intervention horaire),
- de l'autoriser à signer l'avenant à la convention de vacations selon les modalités exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve les vacations de manager du changement au tarif de 30€ brut/heure (sur présentation d'une fiche d'intervention horaire),
- autorise monsieur le maire à signer l'avenant à la convention de vacations selon les modalités exposées en séance.

#### **Ajout 32 ter. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT TECHNIQUE POLYVALENT SERVICE LOGISTIQUE – CASINO POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

**Affichée le 03/11/2021.**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonctions publique territoriale, et notamment son article 3.I.1°,  
Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité afin d'assurer le bon fonctionnement du service logistique au casino de Luchon,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal :

La création d'un emploi non permanent d'agent technique polyvalent service logistique – casino de Luchon, à temps complet, pour le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Cet agent assurera les fonctions d'agent technique polyvalent du service logistique – casino, à temps complet.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade d'adjoint technique.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3.I.1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

M. Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer le contrat correspondant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer le contrat correspondant.

#### **Ajout 32 Quater. MOTION DEMANDANT LA REOUVERTURE DU COL DU PORTILLON**

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le principe d'une motion demandant la réouverture du col du Portillon.

Le conseil municipal vote à l'unanimité le principe d'une motion demandant la réouverture du col du Portillon.

Cette motion sera transmise au Premier Ministre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h48.